Paris, le 17 juillet 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le sport sacrifié par le gouvernement : contresens historique

À l'approche des célébrations du premier anniversaire des Jeux le 26 juillet prochain et à quelques semaines de la Fête nationale du Sport, le 14 septembre, le plafond de crédits envisagés au sein du périmètre des dépenses de l'Etat prévoit une nouvelle baisse drastique de 17,6% des crédits alloués au sport, à la jeunesse et à la vie associative. Une décision incompréhensible, injuste et dangereuse. Le sport est une politique publique de première nécessité.

La situation budgétaire actuelle du pays impose un effort pour chaque secteur et le mouvement sportif est prêt à faire sa part notamment en poursuivant la transformation et la modernisation des modèles économiques de ses structures avec une détermination renouvelée. Mais le sport ne peut pas être traité avec autant de mépris.

Depuis le début de l'année, près de 300 millions d'euros ont déjà été rendus par le secteur, soit l'équivalent de près de la moitié de ses crédits budgétaires. Aucun autre domaine n'a subi une telle ponction.

Après les coupes budgétaires qui sont déjà intervenues sur le Pass'Sport et les services civiques, cette nouvelle injustice va à contresens de l'envie de sport des Français, de la dynamique observée des prises de licences au lendemain des Jeux et de l'enthousiasme suscité par la perspective de l'organisation en France des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver Alpes 2030.

Le sport se retrouve donc être particulièrement touché sur deux années consécutives et ce alors qu'il ne représente que 0,10% du budget de l'Etat, soit un montant très minime dans l'équation budgétaire du gouvernement.

Cette nouvelle coupe budgétaire marque un véritable abandon, à rebours de l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques et des ambitions portées pour la jeunesse, la santé publique, l'inclusion et la cohésion nationale.

Chaque euro investi dans le sport génère 13 euros d'économie pour la collectivité. L'utilité de cet investissement est prouvée, son efficacité mesurée. Ce qui doit compter pour une équipe gouvernementale qui se dit attachée à l'efficacité de la dépense publique.

À travers ce projet de loi de finances, c'est toute une génération, tout un modèle, tout un héritage que l'on piétine. Les Jeux n'auront duré qu'un été alors que leur promesse, elle, devrait vivre encore longtemps.

Nous appelons l'ensemble des acteurs du sport - athlètes, fédérations, clubs, bénévoles, arbitres, entraîneurs, éducateurs… -, les collectivités, les parlementaires, tous les soutiens du sport et les citoyens conscients de son importance, à se mobiliser à nos côtés pour refuser ce déclassement.

Le sport et le parasport sont une chance pour la France. C'est un bien public trop précieux pour être sacrifié, d'autant plus dans un contexte où notre pays s'alarme des problèmes de santé physique et mentale des jeunes. Le CNOSF et le CPSF, aux côtés de toutes les forces vives qui le soutiendront, ne laisseront pas se faire un tel gâchis.

CONTACTS PRESSE

CNOSF :
pressecnosf@cnosf.org
0140782852

CPSF :
j.ageron@france-paralympique.fr
0699183931

© 2025 CNOSF